

DJIBOUTI

Tableau 1 2019

Population, en millions	1,0
PIB, en milliards de dollars courants	3,6
PIB par habitant, en dollars courants	3 667
Taux de pauvreté sur la base du seuil international (1,9 dollar) ^a	17,1
Taux de pauvreté sur la base du seuil fixé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars) ^a	40,2
Taux de pauvreté national ^b	21,1
Indice de Gini ^b	41,6
Taux de scolarisation, primaire (% brut) ^b	69,6
Espérance de vie à la naissance, années ^b	65,9

Source : Indicateurs du développement dans le monde, Macro Poverty Outlook, et données officielles.

Notes :

(a) Valeur la plus récente (2017).

(b) Valeur la plus récente tirée des Indicateurs du développement dans le monde (2017)

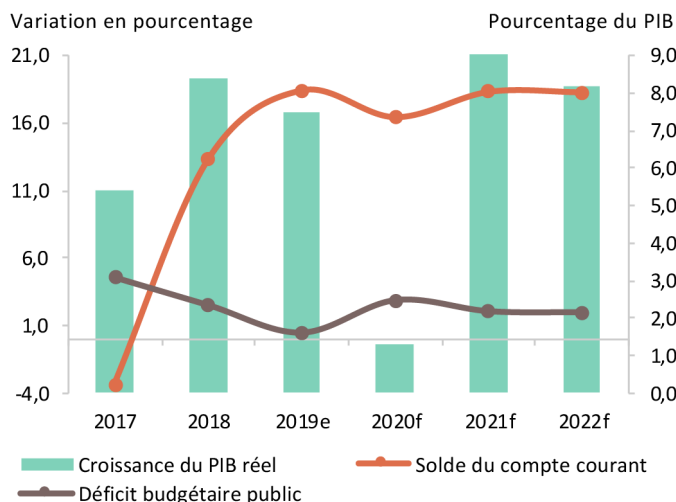
Après deux décennies de forte croissance, l'économie de Djibouti devrait ralentir considérablement alors que le gouvernement prend des mesures de restriction pour empêcher une propagation rapide et à grande échelle de la COVID-19 dans les communautés locales et éviter de mettre à rude épreuve les systèmes de santé. Le PIB par habitant devrait se contracter pour la première fois depuis la crise financière mondiale de 2009. Le pays ayant un régime monétaire rigide (caisse d'émission) et ne disposant de pratiquement aucune marge de sécurité budgétaire pour protéger les ménages vulnérables, l'impact social de la crise pourrait être particulièrement dévastateur.

Évolutions récentes

Après avoir enregistré un taux de 8,4 % en 2018 et de 7,5 % en 2019, la croissance devrait ralentir et tomber à 1,3 % en 2020, contre une projection initiale de 7,5 %, la machine économique étant à l'arrêt pendant des semaines en raison de l'épidémie de COVID-19. Le premier cas de coronavirus à Djibouti a été confirmé le 18 mars 2020. Le patient est arrivé dans le pays le 14 mars et a été testé positif le 17 mars. En guise de riposte rapide, le gouvernement a suspendu tous les vols internationaux de passagers au départ et à destination du pays le 18 mars 2020, fermé les écoles et les universités le 23 mars et ordonné un confinement général à partir du 27 mars 2020. Au 31 mars, Djibouti enregistrait 30 cas confirmés de COVID-19, sans décès. Bien qu'il soit tôt pour évaluer l'impact économique global de ces mesures, les simulations gouvernementales indiquent qu'elles pourraient coûter 0,75 % du PIB par semaine de confinement général pour une période de 8 à 10 semaines nécessaire pour aplanir la courbe. Les activités des aéroports, des hôtels et des restaurants sont presque à l'arrêt du fait de la suspension des vols internationaux de passagers tandis que le secteur du bâtiment, le commerce général, les transports et les services ont été particulièrement touchés par le confinement général. Alors que les activités portuaires et logistiques étaient presque normales au premier trimestre de 2020, le commerce international avec l'Éthiopie devrait reculer, passant de 35,2 % du PIB en 2019 à 31,6 % du PIB en 2020, les importations de biens et services diminuant de 0,5 % en 2020. Le volume des opérations des terminaux à conteneurs a augmenté de 6,8 % en 2019 pour atteindre 917 000 EVP, tandis que le volume de fret

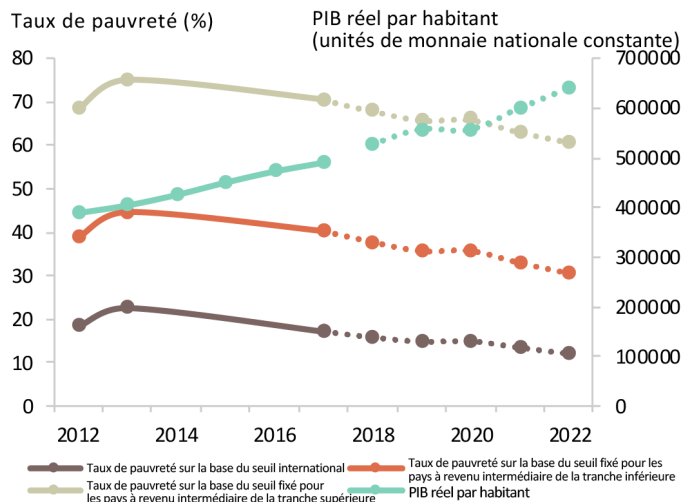
en vrac a augmenté de 20,2 % pour atteindre 5,7 millions de tonnes au cours de la même période. Le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 2,2 % en janvier pour atteindre un pic de 4,3 % en septembre, avant d'entamer une tendance à la baisse. En février 2020, l'inflation était de 2,7 % en glissement annuel. Plaque tournante régionale du transport et de la logistique, Djibouti est fortement exposée aux perturbations mondiales et régionales des chaînes de valeur liées au COVID-19. La demande de services logistiques et les activités de réexportation devraient diminuer, de même que le commerce international avec l'Éthiopie et les opérations mondiales de transbordement. En conséquence, l'excédent du compte courant (y compris les zones franches) devrait tomber à 16,5 % du PIB, contre 18,5 % du PIB en 2019. Hors zones franches, le compte courant devrait afficher un déficit plus important de 5,8 % contre 2,5 % du PIB en 2019. Le financement de ce déficit devient difficile, car les entrées d'IDE devraient diminuer pour se situer à 4 % du PIB tandis que l'amortissement de la dette reste important. En conséquence, les avoirs de réserve de la Banque centrale devraient être ramenés à 2,8 mois d'importations (hors importations liées aux réexportations des zones franches), soit légèrement en dessous du niveau adéquat de 3 mois. En outre, la tendance à la baisse du déficit budgétaire entamée depuis 2015 s'arrêtera, car les recettes budgétaires chuteront avec le PIB nominal et les dépenses de santé et de protection sociale monteront en flèche alors que le gouvernement met en œuvre sa riposte face à la COVID-19. Ce dernier a déjà retardé d'un mois le délai de paiement de l'impôt sur les sociétés jusqu'à fin avril 2020 afin d'alléger la pression sur la gestion de la trésorerie des PME, mais le taux de recouvrement devrait être plus bas. Les dépenses de santé ont également augmenté, le gouvernement ayant intensifié les

FIGURE 1 Djibouti / Croissance du PIB réel, soldes budgétaire et courant



Sources : État de Djibouti et projections des services de la Banque mondiale.

FIGURE 2 Djibouti / Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant



Sources : Banque mondiale. Notes : voir le tableau 2.

capacités de dépistage, de traçage et de traitement grâce à deux hôpitaux dédiés à l'accueil des patients atteints de COVID-19. Le gouvernement réduira les dépenses courantes non essentielles et reportera certains projets d'investissement afin de créer une marge pour assurer une couverture plus large des filets de sécurité. Dans l'ensemble, le déficit budgétaire devrait se creuser pour s'établir à 2,9 % du PIB, contre 0,5 % en 2019. En conséquence, la dette publique extérieure et la dette garantie par l'État diminueront plus lentement que prévu initialement pour atteindre 65,8 % du PIB en 2020, contre 66,2 % en 2019. Djibouti était déjà exposé à un risque élevé de surendettement résultant de trois prêts non concessionnels contractés pour la construction d'un système d'adduction d'eau, d'un port polyvalent et d'une nouvelle liaison ferroviaire vers l'Éthiopie. Le prêt lié au chemin de fer a été récemment restructuré aux fins d'une prolongation de la date d'échéance, d'une augmentation du différé d'amortissement et d'une diminution du taux d'intérêt pour faire correspondre le calendrier de remboursement avec l'avancement du projet.

Du fait de la croissance économique plus faible due à la COVID-19, le taux d'extrême pauvreté (1,90 dollar par jour) devrait augmenter légèrement pour atteindre 15 % en 2020, à mesure que les effets de l'épidémie de COVID-19 se feront sentir sur les ménages en raison de la perte d'emplois, des chocs de prix et d'autres facteurs. Par ailleurs, le suivi de la protection sociale s'est renforcé en 2019 avec l'extension du registre social, qui couvre 62 752 ménages contre 44 000 en 2018. Le gouvernement a élargi le programme national

de transferts monétaires pour couvrir 37 % des 20 000 ménages extrêmement pauvres.

Perspectives

Malgré la COVID-19, les perspectives économiques à moyen terme continueront de refléter la stratégie du gouvernement visant à positionner le pays comme une plaque tournante régionale de commerce, de logistique et d'économie numérique. La croissance du PIB devrait rebondir à 9,2 % en 2021, avant de retomber à 8 % en 2022-2025. La vitesse de la reprise dépendra de la profondeur de la crise de COVID-19 et de l'efficacité du système de filet de sécurité que le gouvernement met en place pour protéger les ménages et les entreprises. La croissance sera toujours tirée par les réexportations des zones franches et les exportations de services de transport, de logistique et de télécommunication. Une émergence progressive des exportations non traditionnelles (raffinage et conditionnement des huiles de cuisson, transformation des fruits de mer, bromure de sodium et services touristiques) augmentera la valeur ajoutée. Alors que les flux commerciaux et d'investissement vers l'Éthiopie continuent de se développer, la nécessité d'une connectivité renforcée entraînera des entrées de capitaux à moyen terme et contribuera à accroître l'utilisation des installations logistiques existantes. Avec le démarrage de la production de gaz naturel en Éthiopie, un terminal d'exportation à Djibouti va

générer une intensification de l'activité et l'Éthiopie deviendra une source importante d'IDE dans des secteurs comme le logement, le tourisme et l'économie numérique.

La pauvreté devrait diminuer par la suite pour atteindre 13,5 % en 2021 et 12,1 % en 2022 si Djibouti parvient à réaliser une croissance aux taux d'avant COVID-19 et si cette croissance se traduit par la création d'emplois profitant à tous et de grande ampleur.

Risques et défis

Les perspectives à court et moyen terme sont exposées à d'importants risques de ralentissement. Les perspectives mondiales, régionales et nationales sont très incertaines alors que la pandémie de coronavirus se poursuit. Le gouvernement a clairement choisi de mettre en œuvre des mesures de confinement pour éviter la propagation de la COVID-19 au sein des communautés locales. La plus grande incertitude tient à la durée de la période pendant laquelle ces mesures resteront en vigueur. Par exemple, si le confinement est appliqué pendant 18 semaines, le PIB diminuera de 5 %, ce qui entraînera la première contraction de l'économie depuis 1998 et une augmentation significative de l'extrême pauvreté.

Tableau 2 Djibouti / Indicateurs des perspectives de la pauvreté au niveau macroéconomique (Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2017	2018	2019e	2020f	2021f	2022 f
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	5,4	8,4	7,5	1,3	9,2	8,2
Consommation privée	8,0	6,0	5,0	2,0	5,5	6,0
Consommation publique	3,4	3,0	-0,5	8,6	2,1	4,9
Investissement brut en capital fixe	-22,3	-5,8	-2,7	-3,5	16,8	17,2
Exportations, biens et services	9,9	8,6	6,5	2,0	7,2	7,0
Importations, biens et services	6,1	5,0	3,0	3,0	5,0	6,4
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	5,3	8,5	7,5	0,6	8,8	7,8
Agriculture	35,1	15,3	3,5	3,5	3,5	3,5
Industrie	14,1	45,3	10,8	3,0	10,0	10,1
Services	3,8	2,7	6,8	0,0	8,6	7,3
Inflation (Indice des prix à la consommation)	0,6	-0,1	3,3	2,5	3,0	3,0
Solde du compte courant (% du PIB)	-3,3	13,4	18,5	16,5	18,4	18,4
Solde budgétaire (% du PIB)	-4,6	-2,5	-0,5	-2,9	-2,1	-2,0
Solde primaire, hors subventions (% du PIB)	-3,6	-1,4	0,7	-1,7	-0,9	-1,0
Taux de pauvreté par habitant à 1,9 dollar en PPA pour 2011 (%)^{a,b}	17,1	15,9	14,9	15,0	13,5	12,1
Taux de pauvreté sur la base du seuil fixé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars en PPA de 2011)^{a,b}	40,2	37,6	35,5	35,6	32,8	30,4
Taux de pauvreté sur la base du seuil fixé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (5,5 dollars en PPA de 2011)^{a,b}	70,6	68,0	65,9	66,0	63,2	60,9

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise en Pauvreté et équité et Commerce et investissement.

Note : e = estimations, p = prévisions.

(a) Calculs basés sur l'EDAM 2017. Données réelles : 2017. Nowcast : 2018-2019. Les prévisions couvrent la période 2020-2022.

(b) Projection en ayant recours à la répartition neutre (2017) avec une répercussion des variations du taux de change = 0,7 sur la base d'un PIB par habitant en unités de monnaie nationale constante.